
Décision n° 2019-1620
du président de l’Autorité de régulation
des communications électroniques et des postes
en date du 24 octobre 2019
attribuant des ressources en numérotation à
l’opérateur Openip

Le président de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes,

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu la décision n° 2015-1160 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs, telle que modifiée en dernier lieu par la décision n° 2017-0383 du 21 mars 2017 ;

Vu la décision n° 2018-0881 modifiée de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 24 juillet 2018 établissant le plan national de numérotation et ses règles de gestion ;

Vu la décision du président de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 26 septembre 2018 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1^{er} et 2 de la décision n° 2015-1160 du 29 septembre 2015 modifiée de l’Arcep portant délégation de pouvoirs ;

Vu le récépissé de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 19-0549 en date du 24 juin 2019 attestant du dépôt par l’opérateur Openip d’un dossier de déclaration ;

Vu le dossier complet de demande de l’opérateur Openip reçu le 23 octobre 2019, sollicitant l’attribution de ressources en numérotation ;

Décide :

Article 1. À compter du 30 octobre 2019, les ressources en numérotation indiquées dans le tableau ci-dessous sont attribuées, jusqu'au 30 octobre 2021, à l'opérateur Openip (Siren : 482 858 339) pour une utilisation dans les territoires correspondants.

Type de ressources	Ressources attribuées	Territoire
Numéros géographiques	05 25 00	ZNE Mont-de-Marsan
Numéros géographiques	05 32 77	ZNE Cazères
Numéros polyvalents	09 78 49	Métropole

Article 2. L'opérateur Openip acquitte, au titre des ressources attribuées à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3. Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les ressources attribuées à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégées par un droit de propriété intellectuelle. Elles ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4. Au 31 janvier de chaque année, l'opérateur Openip adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des ressources attribuées selon le modèle prévu par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

Article 5. Le directeur Internet, Postes et Utilisateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'opérateur Openip et publiée sur le site internet de l'Autorité.

Fait à Paris, le 24 octobre 2019

Pour le Président et par délégation

Loïc DUFLOT

Directeur Internet, Postes et Utilisateurs